



Paris le 11 juin 2024

Communiqué du Bureau de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation

Les résultats des élections européennes plaçant l'extrême-droite largement en tête des suffrages ouvrent la voie à de prochaines élections législatives anticipées dans notre pays.

L'enjeu de ces élections ne doit échapper à personne. Les inquiétudes légitimes des Français sur leur avenir conduisent une partie d'entre eux à donner crédit au discours aseptisé de l'extrême droite.

La Fondation scrute depuis assez longtemps les déclarations et analyses de cette mouvance politique pour savoir que derrière les discours de complaisance destinés à endormir ou séduire les électeurs, se cache en réalité un projet de société autoritaire, intolérante, voire totalitaire, appuyé sur une cohorte de « gros bras » prête à saisir toute occasion pour en découdre avec leurs opposants.

Notre connaissance de l'histoire, notamment des années 1930, l'héritage de la déportation et la mémoire des déportés dont nous sommes dépositaires, nous oblige à porter un regard lucide sur cette situation et à mettre en garde nos concitoyens contre la menace d'une arrivée « démocratique » au pouvoir d'un parti foncièrement anti-démocratique, anti-parlementaire, qui cache aujourd'hui habilement les fondements discriminatoires, inégalitaires et d'inspiration raciste de son projet.

L'on sait la suite et que malheureusement l'installation d'un tel parti au pouvoir pourrait revêtir un caractère difficilement réversible et risquerait d'entraîner la France dans un cycle de violences aux conséquences incalculables.